



# Libération Nationale

et Amis de Libération Nationale



## A.N.A.C.R.

2ème Trimestre 2011

Président d'Honneur : Henri GOURDEAUX (1881-1961)

### Des idées dangereuses, vigilance !...

**P**artout en Europe et bien sûr dans notre pays, les idées d'extrême droite et les partis qui les portent font des poussées inquiétantes. La Hongrie adopte une constitution régressive. Son gouvernement attribue la nationalité à des populations, ayant sans doute des origines hongroises mais vivant depuis des décennies dans d'autres pays (*Serbie, Slovaquie, Roumanie*). C'est le "droit du sang" dont on sait qu'il a fait le malheur de l'Allemagne et bien d'autres pays. En Finlande, le parti dit des "vrais Finlandais" (*ce titre indique lui-même la nature de cette formation*) se paye un beau succès aux récentes élections.

**O**n pourrait ainsi passer en revue chaque pays, on trouverait des signes évidents de la progression des théories de haine et de violence. Notre pays n'échappe pas à cette contamination. Nous avons dénoncé à plusieurs reprises les propos et les agissements racistes. Ils émanaient principalement d'organisations et d'individus sans responsabilités électives ou étatiques. Voilà qu'aujourd'hui des voix officielles exposent des idées à caractère xénophobe, ne s'embarrassant guère de précautions de langage. Il ne s'agit plus de dérapages verbaux mais d'une stratégie politique. Les immigrés, y compris légaux, sont désignés comme les responsables des difficultés économiques et sociales que rencontre le pays. **C'est la vieille politique criminelle du bouc émissaire.**

**L'**histoire contemporaine nous a appris que **les situations de crise constituent un terrain propice à la diffusion des idées racistes et xénophobes. Elle nous a également appris l'impérieuse nécessité de les combattre pied à pied.**

**L**es valeurs de liberté et de fraternité animent bien des peuples dans le monde, elles sont solidement ancrées dans le cœur de nos compatriotes. La roue de l'histoire ne tournera pas à l'envers. **Pour nous plus que jamais ce mot d'ordre : vigilance active.**



Michel Delugin

## Extraits de l'intervention de Jean-Paul RIFFAULT, secrétaire général adjoint de l'ANACR, à notre AG du 4 février 2011

---

« Au 31 décembre, notre association l'ANACR, comptait dans ses rangs 6313 résistants et résistantes. Elle reste et de loin, l'association la plus représentative de ce que fut, dans sa diversité, la Résistance. À la même date, les ami(e)s sont près de 9181, présents aux côtés des Résistants et comme eux, pluralistes tant dans leur recrutement que dans leur action ».

En rappelant que les effectifs des Ami(e)s de Libé. PTT sont en augmentation, Jean-Paul poursuit « les rangs des Résistants continuent inexorablement de s'éclaircir, nous devons accentuer le développement des amis, car la résurgence de doctrines fascisantes et de groupements ou partis porteurs de cette idéologie est grandissante dans un monde en crise politique, économique, sociale et morale. C'est dans ce cadre-là que s'accroît la remise en cause des acquis du programme du Conseil National de la Résistance.



Renforcer les Amis est une nécessité pour aider l'ANACR aux tâches du présent, mais aussi pour assurer la pérennité de l'existence de l'ANACR et faire que son message continue à être porté aux générations présentes et futures, tout particulièrement aux jeunes. À cet égard, la progression du nombre des ami(e)s de Libé-PTT est positif et encourageant pour l'avenir... ».

Ensuite Jean-Paul Riffault revient sur la connaissance de l'histoire de la Résistance et sur « l'enjeu dans la bataille qui nous oppose aux négationnistes, à ceux qui présentent des versions tronquées, unilatérales, tendancieuses de la réalité historique ». Il souligne que « c'est dans cette bataille pour que soit restituée cette mémoire des valeurs qui motivèrent les Résistants et le combat qu'ils menèrent que s'inscrit notre revendication d'une **Journée Nationale de la Résistance** le 27 mai, date anniversaire de la création du CNR. 27 mai et 18 juin, ces deux dates d'honneur de la France, formeraient avec la journée de la déportation, le dernier dimanche d'avril, un ensemble dédié à la mémoire de celles et de ceux qui, sur le sol de France occupé, partout dans le monde, et jusque dans les bagnes nazis luttèrent, souffrirent et donnèrent leur vie pour que notre pays retrouve sa liberté ».

Et pour terminer, il évoque l'inquiétude de l'ANACR « face à la mise en cause de l'ONAC et notre demande de la reconstitution immédiate des commissions de la carte du Combattant et de la carte CVR pour que soient reconnus les titres de Résistance à ceux qui en sont encore injustement privés, car, par cette reconnaissance, à travers eux, chaque fois c'est le rôle de la Résistance dans ce combat pour la libération de la France et la victoire contre le fascisme qui est honoré ».

\*\*\*\*\*

### TOULOUSE :

Notre section locale est très active dans cette ville. Nos camarades participent aux cérémonies commémoratives et souvent ils en sont les organisateurs. Notre bulletin trimestriel en fait état régulièrement. Ce travail de mémoire est nécessaire tout comme le renforcement de « Libé-PTT » (voir ci-dessus l'intervention de Jean-Paul Riffault). Et en avril, nos camarades annonçaient trois nouvelles adhésions ... et ce n'est pas fini, disent-ils !!...

**Il est encourageant de constater le renforcement de notre association et nous souhaitons que cet exemple soit suivi dans d'autres départements et bien sûr en Région parisienne.**

## Maurice GASTAUD nous a quittés

Résistant de la première heure, Commandant FTPF, homologué Capitaine, co-fondateur de notre association « *Libération Nationale PTT* », Maurice GASTAUD nous a quittés le 25 mai dernier.



Jeune contrôleur de ce qui s'appelait à l'époque les installations électromécaniques, il avait constitué dès l'automne 1940, sous l'égide de Fernand PICCOT (1), de la CGT U et du Parti communiste (*auquel il donna son adhésions*), des comités de solidarité destinés à venir en aide aux familles de collègues morts dans les combats de mai-juin 1940 et de prisonniers de guerre. Ces comités étaient en fait, des syndicats clandestins.

C'est ainsi que durant toute l'Occupation, Maurice ne cessa d'agir contre l'Occupant et l'Etat dit Français.

Les pertes momentanées de contact dues aux arrestations firent qu'il appartint aux deux organisations de résistance des PTT, IB4 et Etat-Major PTT (*qui s'appelleront dès 1944 respectivement Libération Nationale PTT et Résistance PTT*) parfois en même temps. Il faut dire que ces deux mouvements avaient des contacts assez fréquents.

D'un tempérament fougueux il se dirigea naturellement vers la lutte armée. Lorsqu'à la charnière des années 1943-1944, le C.N.R. (*Conseil National de la Résistance*) proposa de créer des « milices populaires » (2), il fut chargé de leur action militaire dans les PTT de la région parisienne en vue de leur participation au succès de la grève insurrectionnelle et à la libération de la Capitale.

De la Libération à la fin de la guerre, Maurice GASTAUD fut affecté au cabinet du ministre de l'air, Charles TILLON. Il eut ensuite, la tâche, ô combien délicate, de mise en application de la décision de dissolution des milices patriotiques et ... de la récupération des armes.

Hommes de conviction et d'action, le résistant GASTAUD devint alors un syndicaliste aux responsabilités importantes.

D'abord dans sa profession des PTT (*membre du bureau fédéral*) puis à la Confédération CGT. Celle-ci lui confia, de 1965 à 1969, l'organisation de la formation de cadres syndicaux à l'Université africaine établie à Conakry, mais ouverte à tous les pays francophones. Enfin il fut, de 1969 à 1974, le représentant permanent de la Fédération Syndicale Mondiale à l'UNESCO.

Ces activités ne l'écartèrent jamais des problèmes de la Résistance, de son histoire, de ses enseignements. Il trouva donc le chemin du Musée de la Résistance Nationale à Champigny où il occupa les fonctions de membres du Bureau et surtout de directeur de la revue trimestrielle de ce musée. Ces responsabilités ne lui permettaient pas de s'engager à la direction de notre association. Mais, moi qui le rencontrais fréquemment au musée, je peux dire qu'il suivait de près tout ce qu'entreprenait Libération PTT à laquelle il était très attaché. Il nourrissait des sentiments de grande estime pour les camarades avec lesquels il avait mené les combats libérateurs et ensuite mis sur pied « *Libération Nationale PTT* » afin de défendre les droits des résistants et de leurs familles ainsi que les valeurs humanistes consignées dans le programme du C.N.R.

En 2004, il avait demandé à être déchargé de son travail au musée. Il voulait en effet se consacrer pleinement à la rédaction d'un ouvrage sur les « *Milices Patriotiques* » de la Région parisienne. Mais, on l'avait senti un peu fatigué et inquiet sur son état de santé. Peut-être avait-il déjà reçu des signes alarmants de la maladie qui allait progressivement altérer ses fonctions mentales et lui enlever la vie.

Maurice avait de nombreuses décorations dont notamment la Croix de guerre 1939-1945 avec citations, la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance. En septembre 2004, il avait été nommé Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur. La cérémonie officielle avait eu lieu au siège de la CGT à Montreuil.

Au nom du C.A. de notre association, je prie Dominique, son épouse, de croire à nos sincères condoléances et je l'assure, ainsi que toute la famille, de nos sentiments de fraternelle sympathie.

*Michel DELUGIN*

**(1)** Fernand PICCOT, arrêté en mars 1941, est interné dans plusieurs camps dont celui de Châteaubriant où il s'y trouve en même temps que Guy Môquet. Début 1944, il s'évade du camp de La Rochelle et revient clandestinement à Paris pour préparer la Libération. En 1945, au congrès de Limoges, il est élu Secrétaire Général de la Fédération Postale.

**(2)** Milices Patriotiques : à l'approche du débarquement, sur proposition de la CGT, le CNR accepte dans son programme la création de ces milices patriotiques composées de sympathisants à la Résistance dans les entreprises, les quartiers des villes en vue de protéger l'outil de travail et des bâtiments publics contre les destructions éventuelles des Occupants, de protéger la population. Mais aussi, en liaison avec les Comités de la Libération, les milices patriotiques ont mission d'appuyer les FFI et d'aider dans les grandes villes au déclenchement et à la réussite des grèves insurrectionnelles et donc à la participation la plus nombreuse possible de la population. Après la Libération, l'ordre public étant assuré par le Gouvernement provisoire de la République, leur dissolution est prononcée.

***Des Alpes-Maritimes, un de nos doyens, Edouard Meunier (91 ans)  
nous a adressé un petit poème et c'est avec un grand plaisir  
que nous le publions. Merci camarade, avec nos affectueuses salutations.***

## **Fraternité**

À l'un des nôtres, camarade de la Résistance  
Je te salue mon frère,  
Ces temps en sont lointains  
Et tous deux nous avons les armes à la main,  
Nos chants étaient les mêmes, on criait Liberté,  
Toi, vers le Canigou,  
Moi, près des rives de l'Aude.  
Notre courage, ces temps, étaient de résister,  
« Non à l'envahisseur, c'est ici qu'on est né »  
Vous ne passerez pas, ils ne sont pas passés  
Et nous gardons au cœur  
Le mot Fraternité.

# HISTOIRE

## L'insurrection de la Centrale d'Eysses

La Centrale d'Eysses est située dans le faubourg nord de Villeneuve sur Lot (*Lot-et-Garonne*). C'est une ancienne abbaye devenue Maison de correction qui comptait dès 1942 deux cents jeunes colons, plusieurs centaines de « droits communs » et une centaine de bagnards que l'on appelait les « *travaux forcés* ». Le régime pénitentiaire à cette époque est basé sur tout ce qui peut humilier l'individu, sa perte de sa dignité et dans un cadre de vie insupportable : nourriture exécrable, tenue vestimentaire en habit de bure (*qui est une grosse étoffe de laine brune*) et sabots de bois. La discipline est féroce, les prisonniers marchent au pas cadencé sous la coupe d'un « *prévôt* » qui est l'auxiliaire du gardien et choisi pour sa brutalité et sa soumission.

En 1940, rebaptisée Maison Centrale de force par le gouvernement de Vichy, un petit nombre de « *patriotes* » y séjournent suivis en 1942 par d'autres qui arrivent par petits groupes, parmi eux on trouve des mutilés de la guerre 14-18, des anciens des Brigades Internationales en Espagne, des élus communistes (*comme Daniel Renoult de Montreuil*) de jeunes réfractaires et des résistants arrêtés.

Ces nouveaux internés réclament le régime « *politique* » et y forment une compagnie clandestine. Des liens de solidarité vont se tisser avec beaucoup d'habitants et certains gardiens patriotes vont s'organiser avec les détenus, pour obtenir l'amélioration du régime alimentaire. Ce cercle de ravitaillement prit une grande importance et ce fut pour un bon nombre d'habitants de Villeneuve-sur-Lot le premier acte de résistance qu'ils accomplissaient. En octobre 1943, la Centrale comprend 1200 prisonniers résistants et politiques qui s'organisent en collectif et s'autogèrent. La solidarité des patriotes détenus va s'exprimer lorsque Vichy veut livrer aux Allemands les 156 internés administratifs, les « *irréductibles* ». Les événements vont se précipiter durant les trois jours d'une première révolte, du 8 au 10 décembre. Très tôt le matin du 10 décembre 1943, un détachement de GMR (*Gendarmes mobiles de réserve*) se présente pour opérer le transfert des 156 internés. Mais les prisonniers patriotes, plus d'un millier, enfoncent les portes, se libèrent et font face aux fusils du groupement de GMR. Vont-ils tirer ? la Marseillaise retentit, les soldats hésitent, un dialogue s'instaure et les armes s'abaissent. Le Chef du groupement ordonne aux GMR de quitter la cour de la Centrale. Les « *Irréductibles* » n'iront pas en Allemagne.

À partir de là, l'organisation des patriotes résistants se précise, le Bataillon d'Eysses devient une force redoutable. Il a à sa tête des militants aguerris tant au plan militaire que politique. Ces militants savent qu'il faut réaliser l'union en respectant le pluralisme. Ils ont un service d'ordre qui est une véritable organisation militaire : le Bataillon d'Eysses est prêt pour sa libération.

En janvier 1944, 54 détenus s'évadent du quartier cellulaire avec la complicité de quelques gardiens. À la suite de cette évasion, un nouveau directeur de la Centrale est nommé, il s'agit de Schivo, colonel dans la Milice. Le climat se durcit. Le 19 février 1944 commence ce que l'on appelle la bataille d'Eysses. La venue d'un inspecteur général des prisons va précipiter les événements. Il est clair que se prépare l'évacuation des patriotes vers l'Allemagne. Les 1200 détenus s'insurgent, ils capturent le directeur et 70 surveillants et gardiens. Après 13 heures de combat, face aux forces du GMR et de la Milice de Darnand puis face à l'artillerie allemande appelée en renfort qui veut détruire la Centrale et écraser la rébellion sous les cendres, les insurgés ne sont plus en mesure de poursuivre la bataille devenue inégale. Ils libèrent Schivo contre les promesses de non-représailles. Mais le 20 février, Darnand, Secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre, arrive à Villeneuve. Il exige une punition exemplaire et demande la désignation de 50 otages.

Le Surveillant-Chef désigne ces 50 otages qui sont dirigés sur le quartier cellulaire. Le 23 février à l'aube, après une parodie de justice, la sentence de mort primitivement retenue pour dix-huit, s'abattra sur 12 martyrs de la Centrale d'Eysses. Un 13<sup>ème</sup> martyr est tombé au combat le 19 février 1944.

### **Parmi ceux-ci, figurent deux postiers : Henri AUZIAS et Gabriel PELOUZE.**

Henri AUZIAS est né à Villevieille dans les Basses Alpes, le 9 avril 1912. Son père est maire de son village, apparenté de droite, conseiller d'arrondissement du canton d'Entrevaux. Il a passé quatre ans au combat pendant la première Guerre Mondiale. Henri a deux frères et une sœur. À quatorze ans il va à l'école primaire supérieure de Digne jusqu'en 1929. Ses parents, très croyants, souhaitent le voir devenir prêtre. Après sa communion l'école des curés le prépare à entrer au séminaire. Mais Henri va prendre une autre voie. Après avoir fait son service militaire, il entre aux PTT en 1929, aux Centre de tri du bureau-gare de Marseille, comme agent manipulant. Il se marie en 1934 avec Augustine Marie Pelas. Ils auront quatre enfants. Les deux premières filles décéderont puis naîtront Josette et Maurice.

Henri adhère au Parti communiste en 1935. Parallèlement, ses camarades de la section des ambulants, l'élisent, en 1937, secrétaire du syndicat CGT des PTT de Marseille. Il deviendra dès le début 1939 le trésorier adjoint de l'Union locale de Marseille et sera ensuite élu à l'Union départementale.

Mobilisé en août 1939 à Avignon, détaché au télégraphe à Creil-sur-Oise, puis à Montpellier, il sera démobilisé après l'armistice. Dès lors, nous sommes en 1940, il poursuit son activité militante au Parti communiste clandestin sous le pseudonyme d'Yves et organise des groupes de base ainsi qu'une équipe spéciale à Marseille. Ces groupes assurent des missions de renseignement. Ils se chargent de la récupération d'armes et de la confection de bombes dans des ateliers clandestins. Militant communiste connu, Auzias est arrêté à son domicile rue Saint-Régis, par la Sûreté en janvier 1941. Ecroué à la prison militaire du Fort Saint-Nicolas, il est inculpé d'infraction au décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes. Le tribunal militaire le condamne à une peine de prison de quatre ans et quatre mois et à 3400 francs d'amende. Le 8 avril 1941 il est transféré à la maison centrale de Nîmes où les conditions de détention sont particulièrement dures. Dans cet univers, Henri Auzias va jouer un rôle important dans l'organisation clandestine de la prison. Il organise des cours syndicaux et politiques ainsi que la solidarité matérielle des détenus politiques face aux prisonniers de droits communs et des surveillants. La liberté de se réunir est ainsi obtenue.



Le 14 juillet 1943, Henri manifeste en portant un ruban bleu-blanc-rouge et en observant une minute de silence, au garde-à-vous, en hommage à deux jeunes résistants guillotins. Dans ses projets, il y a bien sûr celui de l'évasion. Il est chargé d'obtenir la participation de quelques surveillants en coordination avec la Résistance extérieure. L'une des phases de ce plan d'évasion, l'isolement des liaisons téléphoniques avec l'extérieur en coordination avec un groupe de F.T.P. est sur le point de se réaliser, lorsque les 163 résistants, dont Auzias, sont transférés à Eysses le 15 octobre 1943.

Durant ce transfert, Henri entraîne ses camarades à chanter des airs patriotiques et à crier des slogans de résistance. Ce train sera connu comme celui de *la Marseillaise*.

À Eysses, Auzias sera affecté dans le groupe où sont déjà emprisonnés les dirigeants du comité directeur des détenus. Etant responsable avec d'autres camarades du Parti communiste clandestin, il est désigné délégué communiste avec le docteur Fuchs qui est le délégué gaulliste, comme porte-parole des détenus auprès de l'administration de la Centrale.

Dans un livre « *Douze fusillés pour la République* », voici comment sont décrits les derniers jours d'Henri Auzias. « *Homme de cœur,...* il défend avec ténacité les revendications de ses camarades : statut de détenu politique,... refus face aux gendarmes mobiles en armes de laisser transférer les internés administratifs aux Allemands. Il supervise l'évasion du détenu politique Fenoglio, pour contacter directement la Résistance, et organise cours et entraînements physiques afin de préparer l'insurrection. Impatient d'agir, il pousse à tenter l'évasion de la dernière chance alors que les brigades quotidiennes du nouveau directeur milicien réduisent à néant tous les acquis et menacent de découvrir l'organisation clandestine patiemment mise en place. Il joue un rôle moteur lors de l'insurrection. Déjà connu du personnel en raison de son rôle de délégué, il est choisi pour négocier au téléphone une reddition acceptable avec le sous-préfet et le directeur de la prison afin qu'il n'y ait pas de représailles. Henri Auzias sait qu'il est en première ligne. Mais il reste serein, courageux, remontant le moral de tous... Le 22 février 1944, il est appelé le premier devant la cour martiale. Avec courage il se dirige vers les GMR qui se jettent sur lui avec brutalité. Il se retourne vers ses compagnons de préau pour leur adresser un dernier salut amical et un large sourire. Il fait preuve d'un courage étonnant face à la mort.

Le verdict est pour lui l'occasion de lancer un véritable réquisitoire contre le régime de Vichy. Il stigmatise ceux qui le condamnent et dans la cour de la prison où il va être fusillé, sa voix forte à l'accent du sud s'élève pour donner le verdict des fusillés contre le directeur de la prison qui a renié sa parole d'officier, et son garde du corps pourtant condamné de droit commun, contre le gardien qui les a dénoncés et contre le chef du peloton d'exécution : « *Schivo, condamné à mort ! Dupin, condamné à mort ! Alexandre, condamné à mort ! Lieutenant Martin, condamné à mort !* »

Henri Auzias parlait ainsi, lors de ce verdict de la cour martiale, au nom de ceux qui allaient mourir. Le lendemain, le 23 février 1944, il est fusillé en chantant la Marseillaise et en criant « *Vive la France* ».

**Chaque année, le syndicat CGT rend hommage à ce grand Résistant.**

Le 23 février 2011 une cérémonie s'est déroulée à Marseille, devant la plaque commémorative à la PPDC des Docks rue d'Anthoine dans le 2<sup>ème</sup> arrondissement.

Après le discours et une minute de silence, une gerbe fut déposée



**Gabriel PELOUSE** est né le 10 janvier 1910 à Carcassonne. Il a deux sœurs plus âgées. Il poursuit ses études au lycée Charlemagne. En 1928, il obtient son brevet et va travailler chez un chapelier à Espéras. Il joue au rugby dans l'équipe locale. En 1929, il va habiter à Narbonne rue Lapeyrade (*rue qui aujourd'hui porte son nom*) et il entre aux PTT comme opérateur manipulant. Bon joueur, Gabriel rejoint l'équipe première du Racing Stade Narbonnais.

En 1932 il épouse Jeanne Baisse. Ils auront bientôt un fils, Alain, puis plus tard, en 1938, une fille Yolande. Très vite il veut se rendre utile et c'est le syndicalisme et la politique qui vont l'occuper, il abandonne le rugby. Gabriel est un bon orateur, il circule dans tout le département et très vite ses camarades reconnaissant ses capacités l'éliront secrétaire général de la CGT des PTT de l'Aude. C'est un homme d'action qui veut prouver qu'il mérite ces responsabilités et ses qualités le mèneront à des engagements politiques : secrétaire de la section du Parti communiste de Narbonne, il se présente aux élections cantonales de 1935.

Durant la Guerre d'Espagne, Pelouze assure le recrutement et avec l'aide de ses camarades cheminots, le transfert de combattants des Brigades internationales vers la République espagnole. Il organise la solidarité et héberge des familles espagnoles. C'est ainsi qu'une de ces expatriées accouche dans sa maison.

En 1938, il écope d'une mise à pied car il a fait grève dans le service postal où il travaille.

En septembre 1939, c'est l'interdiction et la dissolution du Parti communiste, Gabriel Pelouze continue à y militer clandestinement et va créer le premier mouvement de résistance de l'Aude qui rassemble des communistes et des sans-parti. Ce mouvement va par la suite (*en 1941*) s'affilier au Front National de lutte pour l'indépendance de la France.

Dès 1940, Pelouze fait distribuer les premiers tracts contre Vichy et l'occupant. Il est bien sûr très surveillé. Il sera arrêté et interné dans le camp de Rivel situé dans le département. Il s'évade. Il sera encore arrêté, envoyé dans un camp à Saint-Sulpice-la-Pointe dans le Tarn. Il s'évade à nouveau. Il est repris à Saint-Etienne, est condamné à trois mois de prison et interné au camp de Fort Barraux dans l'Isère. En octobre 1941 un groupe de jeunes de Narbonne est arrêté pour distribution de tracts. L'enquête qui est menée fait apparaître que le réseau de propagande clandestine est dirigé par Pelouze et qu'en 1940, dans cette même ville, un parti communiste illégalement reconstitué était sous la responsabilité de ce même Pelouze. Ce dernier est alors transféré à la prison militaire de Montpellier. La section spéciale du Tribunal le condamne le 11 novembre 1941, à vingt ans de travaux forcés et à vingt ans d'interdiction de territoire. On le conduit avec d'autres détenus à la maison d'arrêt cellulaire de Carcassonne. Il y reste près de deux ans dans des conditions de détention effroyables.

Avec une dizaine d'autres détenus, il sera transféré à Eysses en octobre 1943. Il fait partie de ceux qui n'acceptent pas le départ des 156 résistants pour l'Allemagne en s'opposant aux GMR, le 10 décembre 1943.

Il prépare avec d'autres résistants l'évasion générale, rendu plus périlleuse après celle des 54 détenus du quartier cellulaire. La direction collective décide que l'insurrection aura lieu le 19 février 1944. Dès novembre 1943, Gabriel avait annoncé à sa femme qu'il allait s'échapper et se réfugier dans le maquis de la Montagne Noire.



Le jour de l'insurrection, Pelouze conduit le groupe de combat qui se lance à l'assaut du portail près du chemin de ronde. Son camarade est mortellement blessé. Le combat devient inégal, le renfort de l'artillerie allemande, déjoue le plan d'évasion. Après la reddition, Gabriel Pelouze est pris comme otage au quartier cellulaire. Comme pour Auzias, lorsqu'il est appelé pour passer devant la cour martiale, il sait ce qui l'attend. Il peut transmettre à sa famille, par l'intermédiaire d'un pasteur, un dernier message : « *Je vous embrasse pour la dernière fois, je vais mourir. Pensez à ma femme et à mes gosses. Qu'ils vivent en mon souvenir* ».

Quelques moments avant son exécution, le pasteur lui souhaite bon courage. Gabriel lui répond simplement : « *Du courage, j'en ai* ».

Lorsque on l'attache au poteau, « *Gabriel reconnaît le lieutenant qui commande le peloton d'exécution. Il a fait ses études avec lui à Carcassonne. Le lieutenant vient se placer de son côté et abaisse son sabre donnant au peloton l'ordre de tirer. Après la fusillade, aucune trace de balle n'est relevée sur le crépi du mur Gabriel Pelouze est toujours vivant. Le lieutenant sort son revolver et l'achève, ainsi que d'autres détenus simplement blessés, après la première salve* ».



**Le 25 janvier 1945**, ses cendres sont transférées du cimetière de Villeneuve-sur-Lot à Narbonne, qui lui rend hommage. La ville accompagne le cercueil, voilé du drapeau tricolore, du capitaine FFI Gabriel Pelouze, au carré militaire du cimetière.

**Le 17 décembre 1959**, Gabriel Pelouze est nommé par le Général de Gaulle Chevalier de la Légion d'Honneur avec attribution de la Croix de guerre avec palme. La citation mentionne : « **Premier résistant de l'Aude** ».

La photo ci-dessus de la plaque « *rue Gabriel Pelouze* » nous a été envoyée il y a près de dix ans par une de nos doyennes, notre camarade Lucienne Nougier (*née Maitrepierre*) à qui nous adressons nos fraternelles amitiés.

Charles Sancet

**Il y a 70 ans ! 1941 est une année d'une dimension mémorielle importante.**

**En effet, en 2011, nous commémorons plusieurs anniversaires :**

**15 mai 1941** : création du « *Front National de lutte pour l'indépendance de la France* », à l'initiative du Parti communiste qui regroupe des patriotes de toutes catégories et de tous bords..

**Avril 1941** : grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui durera jusqu'au 10 juin.

**22 juin 1941** : Les armées hitlériennes attaquent l'URSS.

**21 août 1941** : le futur Colonel Fabien abat un officier Allemand au métro Barbès à Paris.

**22 octobre 1941** : les 27 otages (*détenus politiques résistants*) sont fusillés à Chateaubriant.

**7 décembre 1941** : agression japonaise contre la base américaine de Pearl Harbor, les Etats-Unis entrent en guerre.

## 6 mai 2011 : Commémoration du 8 mai 1945 à Rennes

Dans le cadre de la célébration du 8 Mai, avec la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie mettant fin à une guerre atroce qui a coûté des dizaines de millions de morts, « *Libération Nationale PTT – ANACR* » a procédé au fleurissement de la plaque Pierre Guillou au Centre des télécommunications de Rennes portant son nom, vendredi 6 Mai à 12h en présence de techniciens et du Directeur d'Etablissement Mr Pageot.



Dans une courte allocution Louis Cardin, représentant Libération Nationale PTT, a rappelé qu'il y a un an, ici même, une commémoration importante avait eu lieu pour renouveler la mémoire de Pierre Guillou, résistant et acteur de « *la Source K.* ». Il a donné l'information que **la municipalité de Plonévez-Porzay a attribué le nom de Pierre Guillou à un square de sa commune natale et que l'inauguration aura lieu le 18 juin 2011.**

La cérémonie dans le Finistère prolongera celle du 7 mai 2010 à Rennes.

En souvenir de Pierre Guillou qui a sacrifié sa vie pour notre liberté, Louis Cardin a demandé à l'assistance de se recueillir en observant une minute de silence avant le dépôt de la gerbe.

## 6 mai 2011 : Commémoration du 8 mai 1945 au siège de La Poste

La cérémonie s'est déroulée le 6 mai 2011 au 44 boulevard de Vaugirard. Conformément au protocole, elle a débuté par le discours du représentant du Président de La Poste puis par le dépôt de trois gerbes respectivement par les deux associations, *Libération Nationale PTT*, l'ACVG – PTT et par Monsieur Lefebvre, Directeur de la Poste. Michel Chassagne était notre porte-drapeau. Notre président, Jean Blanchon, déposa la gerbe de notre association.



## 9 mai 2011 : Commémoration du 8 mai 1945 à France Télécom

Un hommage a été rendu, dans le cadre de la commémoration du 8 mai 1945 aux personnels des télécommunications des centres téléphoniques et télégraphiques de Paris. Cette cérémonie était organisée au siège de France Télécom 6, place d'Alleray dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement devant les deux stèles anciennement situées dans des immeubles vendus par l'entreprise, l'une au 18 boulevard de Vaugirard, l'autre au 103 rue de Grenelle.

Michel Delugin, secrétaire général de notre association, après avoir rappelé « *le sens de la cérémonie qui est de rendre hommage aux combattants et aux victimes de la Deuxième Guerre mondiale, guerre totale englobant les populations civiles et les forces armées, guerre à enjeu de civilisation* » invitait au dépôt des gerbes et faisait observer quelques instants de recueillement. Monsieur Stéphane Richard concluait la cérémonie en faisant un parallèle entre l'esprit de corps de la Résistance et celui d'une entreprise et il a rendu un hommage appuyé aux agents de la profession ayant combattu dans les armées régulières et des organisations de la Résistance intérieure.



Jean Blanchon, président de Libé – PTT, a déposé la gerbe de notre association.

## TOULOUSE :

En avril, invité par le syndicat FAPT des postaux de Toulouse à l'occasion de leur congrès départemental, **Jean Gaspéroni** au nom de « *Libération Nationale PTT* » est intervenu devant les congressistes en soulignant le danger que représente les idées de l'extrême droite et en rappelant les valeurs défendues au sein de notre association : valeurs de liberté et de progrès qui ont largement inspiré le programme du CNR. Il cite longuement les grandes lignes de ce programme : démocratie, économie, social...

Il rappelle aussi le sacrifice de deux postiers du centre de tri de l'époque : Lucien Beret torturé et tué par la Gestapo et André Testut, fait prisonnier lors d'un accrochage dans un maquis du Lot-et-Garonne, torturé puis fusillé. Pour les jeunes postiers délégués à ce congrès nous ne doutons pas qu'ils aient écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt ce rappel de l'histoire de la Résistance dans les PTT.

Mais avant de terminer son intervention, **Jean Gaspéroni** aborde un sujet grave. Il évoque le fait que « *l'on veut livrer l'actuel site de la prison Saint Michel aux appétits des promoteurs. Outre sa valeur architecturale et patrimoniale cette prison a une valeur historique et humaine. Plusieurs associations d'anciens combattants et résistants dont l'ANACR (dont nous sommes une composante à Libé-PTT) se mobilisent pour garder ce lieu qui a vu des événements douloureux s'y dérouler. De nombreux résistants furent incarcérés, torturés et exécutés dans la prison... Aujourd'hui la commission régionale de la protection des sites s'est prononcée pour la protection du castelet (la façade d'entrée) et de la cour d'honneur (dite cour des fusillés). L'Etat aurait empêché le classement de ce bâtiment...une menace plane sur cet ensemble* ». Affaire à suivre !...

Jean Gaspéroni termine son exposé en rappelant les dates à retenir :

- ▶ le 6 mai dépôt de gerbe boulevard Pierre Semard devant la stèle Beret-Testut,
- ▶ le 27 mai au mémorial de la Résistance, place des martyrs de la libération,
- ▶ le 19 août, date de la libération de Toulouse à la gare Matabiau.

## Héroïne de la Résistance : Emilienne MOPTY

En mai 1940, les Allemands occupent la région du Nord. **Emilienne Mopty**, femme de mineur, mère de trois enfants, habitant à Montigny-en-Gohelle, est une militante communiste impliquée dans l'action syndicale depuis les grèves de 1933-1934. Dès le début de l'Occupation, les Allemands vont s'attacher à obtenir la remise en exploitation du bassin minier. Afin d'accroître les rendements, les journées de travail sont allongées, les pauses supprimées, les salaires sont bloqués. La situation matérielle des mineurs et de leurs familles devient d'autant plus pénible que les difficultés de ravitaillement se font cruellement ressentir. C'est dans ce contexte que les « Comités d'Unité Syndicale et d'Action », syndicats clandestins, vont déclencher des arrêts de travail de protestation à partir du 2 janvier 1941. Une nouvelle grève ayant eu lieu en mars, les Allemands font occuper les puits par leurs troupes. Le 1er mai 1941, la grève s'amplifie.

Les décisions des compagnies minières d'aggraver les conditions de travail des mineurs vont, le 27 mai 1941, conduire à ce que le mouvement de grève s'étende à l'ensemble du bassin minier. En cinq jours la grève devient générale dans le Nord-Pas-de-Calais, plus de 100 000 mineurs cessent le travail. **Les femmes vont jouer un grand rôle dans l'élargissement et la durée du mouvement en formant des rassemblements, barrant l'entrée des fosses, exhortant les mineurs à la grève, exigeant la libération des emprisonnés.** Parmi elles, **Emilienne Mopty**, le 29 mai, prend la tête des manifestations de femmes à Hénin-Liétard et le 4 juin à Billy-Montigny. Les arrestations se multiplient : plusieurs centaines d'hommes et de femmes sont conduits dans les prisons.

Le climat de terreur, les difficultés de ravitaillement, la faim entament la résolution des grévistes : le travail reprend le 10 juin 1941. 270 mineurs sont déportés en Allemagne, 130 ne reviendront pas. D'autres seront fusillés.

Ayant échappé à l'arrestation, **Emilienne Mopty** devient dès l'été 1941, l'agent de liaison de Charles Debarge, organisateur de l'Organisation Spéciale du Parti communiste (FTP en avril 1942). Elle transporte des armes et des explosifs, cherche des refuges et participe à des actions armées. Arrêtée une première fois en janvier 1942, relâchée faute de preuves, elle est à nouveau arrêtée le 14 mai par les gendarmes français, elle s'évade le soir même par la lucarne des toilettes de la gendarmerie.

Vivant dans l'illégalité, **Emilienne Mopty**, recherchée par les polices française et allemande, sillonne le bassin minier en dépit des recherches de toutes les polices. Fin septembre 1942, lors d'une mission elle est trahie, c'est la Gestapo qu'elle trouve au rendez-vous. Les Allemands, connaissant son rôle, la torturent pour la faire parler. Traduite devant le tribunal militaire de la Feldkommandantur d'Arras, elle est condamnée à mort. Transférée en Allemagne, **Emilienne Mopty** est décapitée le 18 juin 1943 à Cologne.

### BULLETIN D'ADHESION



*J'adhère aux Amis  
de Libération Nationale PTT*

**A.N.A.C.R.**

*(Association Nationale des Anciens  
Combattants de la Résistance à laquelle  
appartient Libération Nationale PTT)*

NOM (1) .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

#### Montant de la cotisation annuelle :

- Adhésion simple : **12 €** comprenant le Bulletin Trimestriel de "Libération Nationale PTT".
- Abonnement au "Journal de la Résistance" de l'ANACR : **13 €**.
- "Timbre Solidarité" : **5 €**.

**Total : ..... €.**

(1) adhésion individuelle, syndicat, section...

Tout versement supplémentaire servira au soutien de l'Association.  
Retourner ce bulletin à LIBERATION NATIONALE PTT (ANACR) :  
Tour Onyx - 10 rue Vandrezanne - 75013 PARIS - Tél : 01 48 81 44 37